

Lettre Ouverte au PG/NPA

Nous souhaitons par cette lettre, réagir de façon positive à votre initiative. Notre réaction se situant en continuité des rencontres que nous avons précédemment eues, ensemble, avant les élections européennes.

En réponse aux urgences mondiales, sociales, écologiques et humaines, nous avons besoin d'étudier, d'offrir et de nous emparer d'un projet politique en rupture radicale avec le modèle économique et politique dominant.

Faute d'un tel projet et d'un débat de fond au moins entamé, l'unité tant désirée par la base des militants et des électeurs de « l'autre gauche » ne produirait au mieux qu'un cartel électoral, lourd de futures déceptions.

Le système capitaliste dominant et mondialisé, profondément inégalitaire, fondé sur le concept de « développement et de progrès technologique », se révèle destructeur de nos écosystèmes et des liens humains qui fondent le vivre-ensemble solidaire. En son sein, les réponses apportées par la social-démocratie, gestionnaire docile du libéralisme nous conduisent aux mêmes impasses.

Seule une réflexion critique et radicale du modèle productiviste permettra de remettre en cause les notions de croissance et de développement et leurs corollaires : misère, perte des biens et des liens fondamentaux, aliénations, perte de souveraineté, concurrence entre les peuples et les individus.

A cette fin, il est nécessaire qu'un pôle de radicalité anticapitaliste, écologique et social, s'affirme de façon autonome non seulement pour proposer une alternative politique, mais aussi pour s'engager dans des actions, luttes sociales et expérimentations concrètes ("Urgence climatique, Justice sociale", crise financière, revenu universel). Y compris dans le domaine institutionnel, nous devons rompre avec le bipartisme et le système majoritaire qui empêchent toute émergence d'initiatives en rupture avec l'idéologie dominante.

C'est pour cela que nous nous permettons tout d'abord de pointer les insuffisances de votre texte commun.

Face à l'offensive mondiale de dérégulation et de précarisation des individus et des groupes sociaux, il nous semble que les revendications « d'augmentation des salaires, de garantie de l'emploi et d'âge de départ à la retraite » sont inadaptées et restent dans une logique "d'accompagnement" du système. Pour aller, au contraire, vers l'émancipation sociale, il faut garantir non pas l'emploi mais le revenu, et cela tout au long de la vie, par un revenu d'autonomie inconditionnel, accompagné d'un revenu maximal autorisé et de la gratuité du bon usage des services et des biens fondamentaux. De même, il faut obtenir une diminution drastique de l'emploi contraint pour libérer l'activité créatrice et partager le travail par la maîtrise des usages par les usagers.

Le combat écologique (notamment antinucléaire) ne se réduit pas à la lutte contre l'EPR ; il faut nécessairement remettre en cause notre modèle de civilisation, c'est-à-dire à la fois nos modes de productions et les produits que nous consommons, pour espérer retrouver un équilibre viable de nos écosystèmes planétaires et le maintien de la diversité des cultures des groupes humains.

Proposer un projet alternatif de rupture écologique et sociale ne consiste pas uniquement à additionner des formations d'origine et de culture politique différentes : il faut être en capacité d'élaborer des propositions radicales, désirables et surtout pertinentes face aux urgences planétaires...

Nous trouvons donc insuffisant que votre seule critique vis-à-vis d'Europe Ecologie porte sur leur volonté de dépasser le clivage gauche/droite, dépassement qui nous semble pertinent quant il s'agit de rompre avec l'hypothèse sociale-démocrate et envisager de véritables ruptures avec le capitalisme et le productivisme. Mais nous craignons qu'il s'agisse plutôt de profondes incompréhensions des paradigmes de l'écologie politique.

Nous trouvons aussi dommage que vous ne critiquiez pas plus radicalement les bilans des gestions néolibérales des majorités « gauche plurielle » dans les régions et le rôle d'alliés dociles que jouent les élus verts mais aussi les élus du parti communiste. Comment ne pas critiquer ceux qui, à des postes de vice-présidence, mettent en application dans les régions les politiques libérales européennes par la transcription des directives de la PAC, de la politique des transports, de la mise en concurrence, des délocalisations ?

Enfin, il ne suffit pas dans l'avenir de garder sa liberté de vote dans les conseils régionaux, si l'on ne garantit pas à nos électeurs leur juste et intégrale représentation proportionnelle et que l'on donne un chèque en blanc à des majorités sociales-libérales sans possibilité de contrôle sur leurs actions et sans moyen d'exercer un contre-pouvoir par les mouvements sociaux.

Néanmoins, votre déclaration commune ouvre enfin la possibilité du débat et nous souhaitons voir émerger un tel pôle de radicalité.

Nous sommes donc partie prenante pour participer aux premières réunions communes élargies et nous vous proposons même d'en organiser une à l'occasion d'un événement symbolique où nous serons tous présents : la Semaine de Résistance, du 1er au 9 août, à Notre Dame des Landes (44). Nous intervenons tous ensemble à un débat sur ce thème le 7 Août ; nous vous proposons donc de nous retrouver à une réunion de travail le 8 au matin, sur place ou à Nantes.

Cette proposition est symbolique de notre engagement dans des luttes concrètes contre les méfaits du productivisme, l'absurdité du développement du transport aérien, alors que s'accroissent la crise climatique et la nécessité de sauvegarder les terres cultivables...

Dans l'espoir d'une réponse positive, recevez notre fraternel salut.

Pour l'Association des Objecteurs de Croissance (AdOC-France)

Ecrire à : contact-adoc@ml.les-oc.info